



Ville de Saint-Maurice

Val-de-Marne

ARRETE DU MAIRE N° 2023-063

RESERVATION DE STATIONNEMENT AU DROIT DU 45 RUE DU MARECHAL LECLERC DEVANT LES EMBLEMES DE LA POLICE MUNICIPALE

Le Maire de la Ville de Saint-Maurice, Vice-Président du Territoire Paris-Est Marne&Bois ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1 et L. 2521-2 ;

VU le Code de la Route et ses décrets subséquents ;

VU le Code de la Route, articles L.325-1 à L.325-12, R.411-8, R.417-10, R.417-12 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU les délibérations du Conseil Municipal du 28 mai 2020 par lesquelles le Maire et les Maires-Adjoints sont élus ;

VU l'arrêté municipal n°2020-255 portant délégation de fonctions à Monsieur Michel BUDAKCI, 5^{ème} Maire-Adjoint chargé de l'éco-développement, de la transition énergétique, de la qualité de l'espace public et des commémorations ;

CONSIDERANT le spectacle « Le carnaval des animaux » présenté au Théâtre du Val d'Osne le dimanche 19 mars 2023 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réserver deux places de stationnement au droit du 45 rue du Maréchal Leclerc devant les emplacements réservés à la Police municipale, les samedi 18 et lundi 20 mars 2023, pour la livraison et la reprise des pianos nécessaires au spectacle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La livraison et la reprise des pianos nécessaires au spectacle « Le carnaval des animaux » présenté au Théâtre du Val d'Osne nécessitera la réservation de deux places de stationnement au droit du 45 rue du Maréchal Leclerc devant les emplacements réservés à la Police municipale :

- le samedi 18 mars 2023 de 9h00 à 13h00,
- le lundi 20 mars 2023 de 8h00 à 10h00.

ARTICLE 2 : La signalisation matérialisant cette réglementation sera mise en place par la Ville, pour informer les usagers de ces dispositions. La Police municipale de Saint-Maurice veillera au respect de cette réservation de stationnement.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité liées au bon déroulement de ces interventions d'une part, et afin de ne pas constituer une entrave à l'exécution de celles-ci d'autre part, le non-respect de ces réservations de stationnement sera assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R.417-10 du code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront verbalisés et mis en fourrière dans les conditions prévues à l'article L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation ou l'utilisation du domaine public communal est délivrée à titre gratuit pour les entreprises travaillant pour le compte de la commune de Saint-Maurice ou pour celui de l'EPT Paris Est Marne&Bois, notamment lorsque cette occupation ou cette utilisation contribue à assurer la conservation du domaine public.

ARTICLE 5 : Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication dématérialisée d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun, territorialement compétent. Cette saisine juridictionnelle est aussi possible par voie dématérialisée, depuis l'application « Télérecours citoyen » (www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Maurice, étant précisé qu'il dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé de deux mois vaut décision implicite de rejet et elle pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 6 : Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Charenton-le-Pont, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention, Monsieur le Directeur des Services techniques, Monsieur le Directeur des Affaires culturelles sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Madame le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Charenton-le-Pont,
- Madame le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique et de la Prévention,
- Monsieur le Directeur des Affaires culturelles,
- Monsieur le Directeur des Services techniques.

Fait à Saint-Maurice, le 10 février 2023


Pour le Maire Igot SEMO
L'adjoint délégué Michel DUBAKCI
Maire-Adjoint chargé de l'éco-développement, de la transition énergétique,
de la qualité de l'espace public et des commémorations

ACTE CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Transmission en Préfecture

le

Publié ou notifié

le 21/02/2023

Pour le Maire par délégation

Le Directeur Général des Services

